KARIM TABOU À BÉJAÏA :

«Le FFS mène un vrai combat et ne fait pas dans l'aventurisme»

La ville de Béjaïa a renoué hier avec les actions de rue à l'occasion de la célébration du 31e anniversaire du Printemps berbère.

Pas moins de trois manifestations de rue ont été initiées, hier, à Béjaïa, pour marquer le 31e anniversaire du Printemps amazigh, une date repère dans l'histoire de la lutte démocratique et identitaire qui a ouvert les portes de l'espoir et de l'affranchissement démocratique aux Algériens. Sous le slogan «pour un changement pacifique», le premier secrétaire national du FFS a animé un meeting populaire sur l'esplanade de la maison de la culture. Devant plusieurs centaines de personnes, le premier secrétaire national du FFS n'a pas mâché ses mots pour fustiger le système politique algérien. «Le pouvoir a tout fait pour que le citoyen ne puisse pas se prendre en charge tout en accordant toutes les facilités à la maffia pour s'organiser», lâche, d'emblée, Karim Tabou avant de réitérer l'exigence d'une Constituante que défend depuis sa création le parti d'Aït Ahmed .

«Le FFS a toujours milité pour une Constituante à même d'instaurer une véritable démocratie dans le pays», clame l'orateur, tout en soulignant que son parti mène un «véritable combat» et ne fait pas «dans l'aventurisme».

Le premier secrétaire national du FFS n'a pas manqué au passage d'égratigner le RCD.

En s'adressant au parti de Sadi, Karim Tabou dira : «Il faut faire l'effort de nous convaincre à vous faire confiance et cela passe par un contrat clair qui pose un problème d'éthique, d'engagement et de valeurs. On ne peut pas sortir dans la rue pour dénoncer le pouvoir et siéger à ses côtés», souligne-t-il en substance.

L'orateur n'a pas manqué de relancer la question de «qui tue qui ?» longtemps prônée par le parti d'Aït Ahmed . «Il y a des groupes islamistes armés mais il y a aussi des groupes islamistes armés de l'armée», tonne l'orateur avant de réclamer «une commission d'enquête internationale pour faire la lumière sur les assassinats d'Algériens durant la décennie sanglante».

Prenant la parole avant l'intervention du premier secrétaire national de son parti, le fédéral du FFS de Béjaïa, le Dr Khellaf Farid, a dénoncé «le refus» de l'administration d'accorder l'autorisation pour la tenue de leur meeting.

Un refus qui constitue, selon le fédéral du FFS, «la négation de toutes les libertés malgré la levée de l'état d'urgence».

Le P/APW de Béjaïa, Ferhat Hamid, a dénoncé, pour sa part, «la marginalisation et la politique de non-développement du pouvoir dont est victime la wilaya de Béjaïa».

A. K.

ORAN

Disparition inquiétante d'Ahmed Kerroumi, militant du MDS et membre de la CNCD-Oran

L'enseignant et chercheur, Ahmed Kerroumi, militant du MDS et membre de la CNCD-Oran, a disparu brusquement sans donner signe de vie depuis plus de 24 heures. Il n'a plus été aperçu depuis ce mardi où il a passé la matinée au Crasc (Centre de recherches en anthropologie culturelle) pour mettre les dernières touches concernant un colloque qu'il préparait pour hier mercredi. Selon un recoupement d'informations, ce mardi, aux environs de midi, il avait reçu un coup de fil de la part d'une personne avec qui il a fixé un rendez-vous. Depuis, sa famille et ses amis n'ont plus de nouvelles de lui. Son téléphone portable sonne mais personne ne répond. Sa femme, très inquiète, explique que son mari a l'habitude de rentrer tous les jours vers 16h pour prendre son déjeuner.

Sa famille, ses camarades de parti et de la CNCD-Oran ont entrepris des recherches au niveau des services de police et hospitaliers mais en vain. Les réseaux sociaux relayent également l'avis de recherche et tentent de contribuer à sa recherche. Aucun effort n'est ménagé. Ainsi, la directrice du Crasc a saisi directement le wali d'Oran. Hier mercredi, sa femme a déposé une plainte au niveau du commissariat pour signaler sa disparition. Pour sa part, le bureau d'Oran de la LADDH (Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme) demande aux autorités policières et juridiques de prendre en charge cette disparition par tous les moyens que permet la loi, notamment en procédant à la localisation de son téléphone portable avant épuisement de la batterie. Des affiches avec sa photo vont être placardées partout, et tous ceux qui aiment et admirent l'homme qu'il est gardent espoir de le retrouver sain et sauf.

A. B.

CÉLÉBRATION DU 20 AVRIL À BOUMERDÈS

Un département de tamazight à l'université M'hamed-Bougara

Comme à chaque anniversaire, les étudiants de l'Université M'hamed-Bougara de Boumerdès tirent la première capitale de l'Algérie indépendante de sa torpeur habituelle pour lui rappeler que la revendication de l'algérianité et de la culture amazigh dans notre pays reste d'actualité. Hier, des centaines d'étudiants sont sortis dans la rue pour célébrer le 20 Avril.

Les étudiants ont entamé leur marche au niveau du campus sud (ex-INIL) pour se diriger vers le campus nord (ex-INH) où les attendait une partie des marcheurs.

De l'ex-INH, les marcheurs se sont dirigés vers le rectorat. En cours de route, les étudiants ont scandé les slogans habituels contre le pouvoir «Pouvoir assassin !» «Ulach smah ulach !» «Tamazight langue nationale et officielle !» Les badauds ont également entendu «Halte au bricolage !» Allusion au marasme que vit l'université algérienne.

Une déclaration a été formulée à l'endroit du rectorat. Elle exige l'ouverture d'un département de langue tamazight au niveau de cette université «C'est aberrant ! Nous sommes dans une région amazigh, les langues étrangères comme le français et l'anglais y sont enseignées alors que la langue de la population est méprisée qui, plus, est par l'université ! Sommes-nous des Algériens complexés et toujours colonisés ? Moi non et je proteste pacifiquement !», dira une jeune fille.

Abachi L.

BOUIRA

Deux marches et des heurts

La célébration du double anniversaire du Printemps amazigh 1980 et du Printemps noir 2001 n'est pas passée inaperçue hier à Bouira, notamment celle initiée par les étudiants. Ces derniers, qui ont sillonné plusieurs artères de la ville, ont fini par se rassembler devant la stèle de l'émir Abdelkader, qui était sujet à controverse à son installation par les responsables de la wilaya, l'été dernier.

Photos : DR

Ainsi, hier et comme d'habitude, il y avait d'abord le RCD qui, contrairement aux années précédentes, organisait la marche du 20 Avril au nom du MCB, a cette année carrément appelé à marcher au nom du parti. Résultat des courses : des centaines de personnes et de militants de la cause amazigh ont préféré bouder cette marche à cause de cette décision.

Et la marche du RCD a été finalement réduite à quelques centaines de personnes qui ont arpenté le principal boulevard depuis la place des Martyrs jusqu'au siège de la wilaya. Après cette marche et la dispersion des marcheurs, ce fut au tour des étudiants de faire leur apparition quelques minutes plus tard au niveau de la même place, devant le siège de la wilaya. Cependant, contrairement aux marcheurs du RCD, les étudiants, pour la plupart des autonomistes brandissant les drapeaux de la Kabylie et des portraits de Ferhat M'henni, et entonnant à haute voix l'hymne du MAK, avaient eu juste après leur sortie de l'enceinte universitaire le premier accro avec les gendarmes qui étaient de passage. Un fourgon de la gendarmerie, qui a voulu forcer le cordon de sécurité des étudiants, fut pris à partie par ces derniers qui jetaient toutes sortes d'objets brisant les vitres du véhicule.

Y. Y.

TIZI-OUZOU : 31e ANNIVERSAIRE DU PRINTEMPS BERBÈRE

Pour la mémoire et l'espoir

«Pour la mémoire et l'avenir», ce mot d'ordre proclamé durant la marche d'hier à Tizi-Ouzou traduit l'esprit et la portée de la célébration du 31e anniversaire des événements d'avril 1980 qui coïncide cette année avec l'euphorie révolutionnaire que vivent les peuples voisins de l'Afrique du Nord qui ont mis fin à plusieurs décennies de dictature et de dénie des libertés.

Une euphorie qui n'a malheureusement pas le même goût pour les nombreux manifestants venus prendre part à la traditionnelle marche du 20 avril et qui sont nombreux à avoir le regard rivé vers les pays voisins de l'est. On a même vu un drapeau libyen porté par deux marcheurs de la CNCD.

CNCD et militants autonomistes : côte à côte mais pas ensemble

Beaucoup de militants et de figures connues du MCB ont tenu à participer à une célébration qu'observe d'année en année, comme un rituel, la Kabylie pour entretenir le souvenir de plusieurs décennies de lutte pour l'instauration d'un pluralisme linguistique, culturelle et politique en Algérie.

Un devoir de mémoire que partagent d'autres militants venus sous la bannière de la CNCD afin de faire de cette célébration un tremplin pour un changement politique radical en Algérie.

Répondant à l'appel de la section tizi-ouzéenne de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie, les marcheurs parmi lesquels on pouvait apercevoir de nombreux élus locaux et parlementaires du RCD, emblème national en tête de procession, scandaient des slogans célébrant la portée historique et politique des événements d'avril 1980 et réclamant la démocratie et le changement politique en Algérie.

S. A. M.

MARTYRS DU PRINTEMPS NOIR

Les Aârchs comptent saisir les tribunaux internationaux

Le Mouvement des aarchs, ayant appelé à un rassemblement, hier, devant la présidence de la République afin justement de «marquer l'échéance de l'ultimatum fixé au pouvoir pour le jugement des assassins des martyrs du Printemps noir», pour reprendre les termes du communiqué diffusé suite à la répression de ladite action de protestation, compte porter l'affaire devant les instances internationales. Dans ce communiqué, les meneurs du mouvement ont conclu à l'échec de la revendication et appelé les citoyens à «rester mobilisés pour la continuité du combat».

R. N.